

Le prix de la lutte pour les droits des peuples autochtones et l'environnement en Russie

Publié le 7 Mai 2021

par ADC MEMORIAL
1er mai 2021

Les mines de charbon détruisent la forêt gelée de la région sibérienne. La pollution de la taïga et des rivières nuit aux peuples autochtones **Shor** et **Teleuts** qui vivent de la chasse, de la pêche et de la cueillette. Ceux qui s'opposent au gouvernement et aux entreprises pour défendre les droits de la nature reçoivent des menaces et du harcèlement pour leur famille.

L'Oblast de Kemerovo en Russie, également connu sous le nom de Kuzbass, est une région située au sud-ouest de la Sibérie, où l'exploitation du charbon est l'activité économique la plus importante. Il y a 160 mines et puits actifs dans le Kouzbass, et 106 autres sont en cours de construction. Selon le rapport 2019 sur l'état et la protection de l'environnement dans l'oblast de Kemerovo - Kouzbass du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, un total de 248,7 millions de tonnes de charbon a été extrait : près de 60 % du charbon extrait en Russie et 75 % du charbon exporté.

Au cours des 15 dernières années, l'exploitation du charbon à ciel ouvert s'est multipliée, car c'est le type d'exploitation le plus rentable. Dans le même temps, l'environnement s'est transformé en un paysage lunaire en proie aux taches : la taïga (forêt boréale) a été décimée, les rivières sont recouvertes de boues de charbon, des tas de déchets toxiques prolifèrent sur le sol et l'air est pollué.

Au milieu de ce scénario apocalyptique, quelque 12 000 Shors et 2 500 Teleuts tentent de survivre à la pollution du territoire où ils chassent et pêchent. Ils préservent leur langue, leur culture, leurs sites sacrés, leur vision traditionnelle du monde et leurs activités traditionnelles telles que la cueillette, l'apiculture et le jardinage, qui restent leur principale source de revenus et de nourriture.

Le peuple Kazas

L'exploitation du charbon détruit systématiquement le peuple Shor. L'un des cas les plus connus est celui du peuple Kazas, qui se trouve dans un territoire autochtone traditionnel, où l'État est responsable de la protection de sa culture et de son mode de vie unique. En 2012, la nouvelle mine de charbon de Beregovoy, appartenant à la société Yuzhnaya, a été construite sur le territoire autochtone. L'une des conditions de la licence délivrée à la mine de Beregovoy par l'Agence fédérale pour l'utilisation du sous-sol était que les habitants de 28 maisons du village de Kazas devaient être relogés.

Sans consulter ni notifier les habitants, le maire de Myski, la municipalité à laquelle appartient Kazas, a signé un accord de relocalisation avec Yuzhnaya. La société a fait pression sur les résidents pour qu'ils vendent leurs maisons et leurs terrains, leur proposant un prix dix fois inférieur à leur valeur marchande réelle. Ceux qui ont refusé de quitter leurs terres ancestrales ont été menacés de brûler ou de détruire leurs maisons au bulldozer. Vladislav Tannagashev, du groupe Shor, explique :

"L'entreprise a créé un environnement difficile. Ils ont mis en place un poste de contrôle à l'entrée du village que nous devons traverser pour rejoindre nos maisons. C'était très difficile de vivre comme ça. Naturellement, dans ces conditions, de nombreux résidents ont fini par vendre leur maison."

Ces menaces n'étaient pas que des mots. Les maisons de ceux qui n'étaient pas d'accord avec la vente ont été brûlées par des individus non identifiés. Bien que des affaires criminelles aient été ouvertes, les coupables n'ont jamais été retrouvés. Les soupçons grandissent lorsque le seul moyen d'entrer dans le territoire est de passer par un poste de garde de la compagnie équipé de caméras vidéo.

"La première neige venait de tomber et il y avait des traces de pas de personnes. Ils ont mis le feu à des matériaux inflammables et les ont jetés pour produire un incendie. Les voitures sont passées par le poste de contrôle de la ville. Une des caméras était pointée directement sur l'entrée. Aucun d'entre eux n'a relevé la plaque d'immatriculation et les gardes ne l'ont pas notée",

explique Nikolai Kastarakov, un résident de Kazas.

Le bureau du procureur de la région a déclaré que les accords de relocalisation avec la compagnie de charbon ont été conclus de manière frauduleuse et que la décision de relocaliser le village n'a pas été prise comme l'exige la loi. Cela n'a pas empêché Yuzhnaya d'obtenir une licence pour continuer à extraire du charbon, bien qu'elle n'ait pas rempli son obligation de reloger les familles.

"Nous n'avons jamais eu d'incendies. Nous n'avons même jamais eu une maison qui a brûlé à cause de nous. Tout cela a commencé après l'arrivée de Yuzhnaya",

ajoute Vladimir Tokmagashev.

Les membres du conseil municipal de Myski ont discuté de la proposition de déplacer le village de Kazas vers un nouveau site. Cependant, le terrain proposé était situé dans une zone marécageuse et n'était pas adapté à la vie. Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a recommandé que les droits des résidents de Kazas soient rétablis. Cependant, le problème n'a pas encore été résolu. Le programme de relocalisation n'a toujours pas été adopté et le gouvernement russe n'a pas indemnisé les Shor pour la perte de leurs terres et de leurs maisons. Pas même sous forme de concessions foncières.

Lutter pour la terre de leurs ancêtres

Yana Tannagasheva est une femme Shor et une ardente défenseuse de l'environnement naturel du Kouzbass. Enseignante de langue russe dans une école publique près de Kazas, elle a commencé à militer contre l'expansion des mines de charbon sur les terres ancestrales de sa communauté. Elle et sa famille ont toujours gardé un lien avec le village de ses ancêtres : enfant, elle y passait quelques semaines en été pour aider son grand-père à la récolte du foin. À l'époque, les mines à ciel ouvert se trouvaient à plus de 10 kilomètres du village. À mesure qu'elles

se rapprochaient, la poussière et la suie commençaient à contaminer les champs, les jardins et la rivière, et on entendait des explosions de dynamite.

Au début, Yana a combiné son activisme avec l'enseignement. Lorsque le gouvernement local a découvert son activisme, Yana a été contrainte de démissionner de son poste d'enseignante. Ironiquement, cela s'est produit après qu'elle ait été nommée enseignante de l'Oblast (région) de Kemerovo en reconnaissance de ses réalisations en tant qu'enseignante. Ses amis et connaissances lui ont demandé pourquoi elle faisait cela. Cependant, il est clair pour Yana que pour que la culture et les peuples Shor puissent survivre, il est nécessaire de défendre leur droit à un environnement naturel, propre et sain.

Grâce à l'activisme continu de Yana et de son mari, la tragédie du village de Kazas est devenue connue. Pour cette raison, ils ont commencé à recevoir des menaces de la part de la police locale, du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB) et des compagnies minières. Même certains de leurs proches ont été menacés. À plusieurs reprises, Yana s'est vu poser des questions effrayantes : *"N'êtes-vous pas inquiète que quelque chose puisse arriver à vos enfants ?"*

En 2016, Yana s'est rendue à Genève pour informer le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ethnocide en cours contre la culture Shor et pour accuser les autorités russes de fournir délibérément de fausses informations au CERD. Après son intervention à l'ONU, les médias et les autorités locales ont accusé Yana et son mari d'être des *"agents antipatriotiques"* et que leur activisme était financé par l'Occident. À partir de là, ils ont commencé à les suivre et il y avait souvent une voiture garée devant leur appartement. En 2017, ils ont survécu à un accident de voiture. Malgré les indications, ils n'ont jamais pu prouver que l'accident avait été délibéré.

L'exil de Yana et de sa famille

Yana n'a pas arrêté son activisme. Lorsque le gouvernement local et la société Yuzhnaya ont réalisé que le harcèlement juridique, administratif et médiatique ne suffisait pas, ils ont commencé à intimider ses deux fils. Un jour, un inconnu a suivi l'un de ses fils à son école de musique. En fin de compte, la pression s'est avérée trop forte. Bien que Yana et son mari Vladislav soient prêts à prendre certains risques, ils ne voulaient pas risquer la santé et la vie de leurs enfants. En 2018, profitant du fait que les forces de sécurité étaient concentrées sur les manifestations dans la capitale régionale, la famille s'est rendue à Moscou et de là en Suède, où elle a demandé l'asile politique, qu'elle a obtenu en 2020, deux ans et demi plus tard.

Aujourd'hui, Yana et Vladislav vivent dans le nord de la Suède, où le climat et le paysage leur rappellent leur Sibérie natale. Avec leurs enfants, ils sont membres de la Société suédoise pour la conservation de la nature. Ils continuent de soutenir les droits des peuples indigènes, l'activisme climatique et les reportages sur la catastrophe environnementale du Kuzbass et son impact sur les shors de la région. Cependant, même en vivant en Suède, ils continuent à recevoir des menaces de la part de la Russie.

Pour tenter de panser ses blessures et continuer à sensibiliser le public, Yana a écrit plusieurs poèmes sur la tragédie de son peuple. L'un d'eux se lit comme suit :

*Avaler de la poussière de charbon,
l'homme triste shor dira :
"Ma taïga, ma rivière, ma montagne,
tu es devenue de la suie.
Je ne t'ai pas protégée pour mes petits-enfants,
qui planifiaient le lendemain
pour marcher le long du chemin des cèdres,
cueillir de l'ail sauvage pour le petit déjeuner,
attraper des poissons gardons dans un piège à cage,
porter un fusil pour la chasse
et le vieux sac à dos de mon grand-père,
que j'ai gardé toutes ces années."*

La lutte pour l'environnement continue

Pendant ce temps, les villages du Kuzbass continuent de protester. Le 13 juin 2020, les habitants du village de Cheremza ont organisé une manifestation contre les activités de la mine Kuznetsky Yuzhny après que la société a décidé de construire une station de chargement de charbon près de leurs maisons sans avoir obtenu le consentement approprié. La protestation a duré des mois et, outre les résidents locaux, des militants sont venus d'autres régions.

Pendant deux mois et demi, la direction de la mine Kuznetsky Yuzhny n'a pas réussi à convaincre les manifestants que le projet ne présentait aucun danger pour leur santé ou l'environnement. De nombreuses tentatives de démarrage de la construction se sont soldées par des escarmouches entre les manifestants et les représentants de la compagnie charbonnière. En conséquence, la société minière a suspendu les travaux et retiré les équipements de construction. Le 21 août 2020, il a été signalé que le permis de construire avait été annulé.

Cependant, ni le gouvernement ni l'entreprise n'ont pardonné leur victoire aux manifestants. Les militants ont commencé à recevoir des menaces et beaucoup ont été victimes de harcèlement judiciaire, d'arrestations et de campagnes de dénigrement. Les autorités n'ont pas renoncé à la pratique tristement célèbre de la pression à travers les enfants. Des agents du poste de police de Novokuznetsky ont tenté d'emmener de force les enfants de deux manifestants sous prétexte qu'en participant aux manifestations, les parents avaient violé les règles relatives au COVID-19. Heureusement, les parents ont réussi à conserver la garde de leurs enfants.

Il est clair que les autorités et les industries extractives impliquées sont prêtes à utiliser tous les moyens pour faire avancer leur programme : des menaces à l'encontre des militants au harcèlement de leurs enfants dans la rue. Malgré tout le harcèlement, la lutte pour les droits des peuples indigènes et le droit à un environnement propre en Russie reste inébranlable dans tout le pays.

Connue pour son engagement en faveur de la défense des droits, l'écrivain Shor Lyubov Chulzhanova déclare : *"Le traitement barbare de la nature et des peuples indigènes conduit le monde à l'autodestruction. Mais l'avidité des gros bonnets du charbon a aveuglé leur raison, si bien qu'ils continuent à détruire la nature et à creuser une tombe pour tout ce qui vit sur terre. Nous ne pouvons pas atteindre le bien-être matériel et le développement durable en profanant les éléments fondamentaux de la vie - air pur, eau propre et terre propre - ou en tuant des plantes, des animaux et des personnes. Nous devons respecter non seulement les droits de l'homme et des autochtones, mais aussi le droit à la vie de tout ce qui vit sur terre. Sinon, l'humanité périra."*

ADC Memorial est une organisation de défense des droits de l'homme basée à Bruxelles.
traduction carolita d'un article paru sur Debates indigenas le 1er mai 2021